

Sortie des GAFAM : une urgence politique. Reprenons le contrôle sur nos usages informatiques et nos logiciels (Partie 1)

Cette article est le premier volet d'une série de cinq articles.



La première partie est à lire

ici : <https://www.tendanceclaire.org/article.php?id=2057>

La deuxième est à lire ici : <https://www.tendanceclaire.org/article.php?id=2063>

La troisième est à lire ici : <https://tendanceclaire.org/article.php?id=2091>

La quatrième est à lire ici : <https://tendanceclaire.org/article.php?id=2099>

La cinquième et dernière est à lire

ici : <https://tendanceclaire.org/article.php?id=2104>

Introduction

Un sujet à placer au cœur de notre réflexion politique

La fascisation du monde occidental avance avec le vent en poupe. Les capitaines du navire sont lesdits « technofascistes » dont nous avons longuement expliqué la politique dans notre article consacré aux « Lumières Sombres » (<https://tendanceclaire.org/article.php?id=2016>).

Si la « tech » (le numérique) est le fer de lance de la fascisation des USA, elle doit donc être au cœur des préoccupations politiques de notre camp social. Il nous faut saisir à bras le corps le sujet de la gouvernance, des usages, des logiciels, de l'intelligence artificielle générative qui sont des dimensions pratiques de l'exercice du pouvoir trumpiste.

En outre, la tech, et Internet en particulier, sont au cœur des réflexions et des actions

de l'ensemble des régimes autoritaires - comme la Russie, la Chine, la Corée du Nord - ainsi que de tout un tas de démocraties libérales qui surveillent toujours plus leur population.

Il est donc primordial de placer la tech et le numérique au cœur de notre réflexion politique, sociale et logicielle, de faire évoluer nos usages à la mesure de l'actualité mondiale, et de développer un programme conséquent en la matière. Il s'agit, comme nous le verrons, d'un impératif matérialiste direct : financement du fascisme, délitement du monde et de la pensée, surveillance de masse et sécurité personnelle sont concernés.

Une utilisation des écrans qui change mais ne diminue pas

Certes, le temps moyen passé sur les réseaux sociaux est en diminution de 10% en 2024 par rapport à 2022 (<https://www.wedemain.fr/societe-de-demain/nouvelles-technologies/pour-la-premiere-fois-le-temps-passe-sur-les-reseaux-sociaux-recule-1143111>), mais le temps d'écran, lui, ne diminue pas. Les réseaux sociaux sont simplement concurrencés par d'autres usages numériques, tout aussi « sociaux » (ou parasociaux) : les jeux communautaires comme Roblox (accessoirement le paradis des pédocriminels : <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/veille-sanitaire/veille-sanitaire-du-lundi-14-octobre-2024-2585178>), l'utilisation plus répandue de messageries comme Telegram qui sont principalement utilisées pour discuter avec des inconnus, mais aussi, et peut-être surtout, l'utilisation massive de ChatGPT. Ce chiffre n'est pas anecdotique, mais il ne représente en aucun cas une bonne nouvelle.

Les géants de la tech au service de Trump

Depuis le début du deuxième mandat Trump, les géants de la tech se sont approchés voire emparés du pouvoir politique, notamment Elon Musk, bien que ni élu ni mandaté, qui gère un département d'État au bilan catastrophique : DOGE. Lesdits GAFAM (ou désormais « AAMAM », appellation actualisée impliquant Alphabet (conglomérat des sociétés Google), Apple, Meta (groupe Facebook comprenant aussi Instagram et Whatsapp), Amazon et Microsoft) ont soit plié le genou devant les exigences du nouveau *king* des USA, soit participent activement à la politique d'expulsion et d'enfermement de masse des populations immigrées et de fascisation de l'espace public.

Ce nouveau pas franchi fait suite à la *merdification* (notion que nous développerons plus tard) avancée des services proposés par les GAFAM qui détériorent depuis une dizaine d'années leur fonctionnement pour les usagers.

Cela entraîne une évolution dans la nature des GAFAM : de « purs » capitalistes ils deviennent la branche logicielle du fascisme et sa principale source de financement via les crypto monnaies. Ce changement impose de nous, militants/es révolutionnaires, et

plus généralement des militants/es progressistes, une nouvelle réflexion, non seulement morale mais également matérialiste, concernant nos usages et notre programme.

Cette réflexion s'articule autour de trois leviers : ergonomique (ces logiciels sont pourris jusqu'à la moelle et leur utilisation est pénible, écologiquement couteuse et inefficace), économique (rester sur ces plateformes ou dans ces services finance directement le fascisme), et sécuritaire (nos données personnelles sont-elles en sécurité chez des complices assumés du fascisme occidental ?)

Nous proposons à la discussion un dossier en plusieurs parties, à la fois historiques, théoriques, et pratiques, qui traiteront :

- de l'émergence du Web jusqu'aux années 2010 ;
- de la *merdification* progressive des GAFAM à partir des années 2010 (nous verrons quelques exemples au cas par cas) ;
- du virage réactionnaire de la tech durant le mandat Biden, et des évolutions depuis Trump 2.0 ;
- propositions d'alternatives concrètes pour une vie numérique libre et sécurisée.

Nous gardons le gros sujet de l'intelligence artificielle pour un futur dossier.

L'évolution d'Internet, de l'émergence jusqu'aux années 2010

Précisons d'emblée qu'Internet et l'informatique ne sont pas des créations des USA seulement, mais le sujet de l'article étant les GAFAM, nous avons choisi de nous concentrer sur les entreprises étasuniennes qui deviendront plus tard la « Big Tech ». Nous reviendrons peut-être dans nos futurs articles sur les contributions importantes des Européens, et des Soviétiques notamment, à l'informatique et à Internet.

Internet, un réseau interconnecté et décentralisé

Dans les années soixante naît aux États-Unis (au MIT, l'Institut de technologie du Massachusetts) l'idée de pouvoir échanger grâce à des ordinateurs connectés entre eux. L'armée américaine, y voyant un intérêt certain, recrute des ingénieurs via son agence de recherche (la DARPA) pour développer ARPANET, un réseau précurseur de notre Internet moderne. Sans rentrer dans les détails techniques, le procédé d'échange, dit par *commutation de paquets*, est révolutionnaire à bien des égards (au lieu de réserver un canal de communication dédié pour toute la durée d'une transmission de données, la commutation de paquets divise ces données en paquets et les envoie indépendamment). Une des motivations est de pouvoir maintenir des échanges même en cas d'attaque nucléaire. Pour parvenir à un tel but, il faut réussir à concevoir un réseau maillé d'ordinateurs pour que les messages puissent prendre des

chemins différents. Une autre motivation est de faciliter les échanges pour la recherche scientifique. À la suite d'ARPANET, du développement de réseaux différents, et de la volonté de les interconnecter de façon non centralisée (*internetting*), le protocole TCP/IP est adopté parmi plusieurs protocoles d'échange concurrents sur les réseaux d'ordinateurs. Ce protocole permet alors d'échanger plus facilement, et marque la naissance au début des années 1990 d'une des applications les plus connues d'Internet : le *World Wide Web*. Il s'agit d'un ensemble de pages codées dans le langage HTML, et accessibles via le protocole HTTP et désignées par une URL (une adresse unique). C'est au CERN (organisation européenne pour la recherche nucléaire) que cette application d'Internet est créée.

A la même époque, des sociétés privées se mettent à grossir et à voir leur cours en bourse monter en flèche : Yahoo!, Amazon, eBay, Netscape Communications et AOL. Les services payants voient le jour, et les fenêtres pop-up de pub commencent à pulluler. Le nombre de sites web dépasse un milliard en 2014. En 2025, on estime que Google indexe environ 25 à 30 milliards de pages web à travers différents sites, ce qui ne représente en réalité qu'une petite partie des pages disponibles (les autres pages ne sont pas référencées par les moteurs en raison du choix des auteurs, du manque d'intérêt qu'elles génèrent, de leur illégalité, etc.).

Gouvernance d'Internet

La gouvernance d'Internet est alors compliquée. Des organismes à but non lucratif et des associations (ICANN, IETF, ISOC, etc.) sont en charge de la gestion d'Internet, des attributions spécifiques, des standards techniques, de l'attribution des noms de domaine ainsi que des adresses IP. La plupart de ces acteurs sont américains. Pour maintenir un peu d'équilibre géopolitique, les Nations unies organisent de grandes rencontres internationales sur la gouvernance d'Internet.

Internet, en tant que réseau de réseaux, a aussi besoin d'infrastructures matérielles : des câbles, des serveurs... La gouvernance est donc interconnectée elle aussi. Des réseaux à envergure nationale cohabitent et s'interconnectent. Ils sont organisés et administrés par des entreprises privées ou étatiques : cela signifie donc que le matériel déployé appartient à des entreprises. En ce sens, il y a des internets plus « ouverts » que d'autres. La Chine par exemple a construit son internet en vue d'y exercer un contrôle fort, comme l'a fait la Corée du Nord. La Russie a renforcé son contrôle depuis les années 2010, et son « Runet » (<https://fr.wikipedia.org/wiki/Runet>) devient assez facilement « dissociable » du reste d'Internet. Si ces pays sont souvent ceux pointés du doigt pour leur manque de démocratie, les outils qu'ils mettent en place pourraient très bien l'être dans les « démocraties » dites occidentales où les lois sur la restriction des libertés numériques fleurissent de plus en plus (à ce sujet, écouter le podcast « Le code a changé : Internet va-t-il exploser ? » :

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/le-code-a-change>).

Décentralisation et neutralité

La neutralité du réseau est un principe fondateur d'Internet. Toute machine sur le réseau doit pouvoir envoyer ou recevoir des messages et de l'information. Cette décentralisation et cette neutralité ont montré leur supériorité sur d'autres modèles de communication concurrents de la même époque. En France, l'exemple le plus connu est sans doute le Minitel. Ce service opérationnel de 1980 à 2012 reposait sur un principe diamétralement opposé à celui d'Internet. Les terminaux dans les foyers français ne faisaient qu'interroger des serveurs centraux contenant toute l'information. A contrario, avec Internet, en principe, chacun de nos ordinateurs, tablettes, téléphones, reliés au réseau, peut interroger et être interrogé par n'importe quelle machine sur le réseau.

La décentralisation d'Internet et du *World Wide Web* a consolidé une culture de l'informatique : celle des petits serveurs personnels ou associatifs, des forums indépendants, des wikis, des blogs et des communautés comme Usenet, du bidouillage et du partage. Comme précisé dans la section précédente, toute cette décentralisation repose en particulier sur une infrastructure matérielle (cables, serveurs, etc.) qui, elle, a bien des propriétaires. Ainsi, cette décentralisation n'est évidemment pas « parfaite ».

Ce principe de neutralité et de décentralisation du réseau fait la richesse d'Internet, mais reste un point sensible dans nos sociétés, notamment au point de vue économique : il est donc à protéger. Dans un épisode à la fois anecdotique mais révélateur, le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies a adopté en 2016 une résolution non contraignante visant à « condamner » les restrictions de l'accès à l'information sur Internet.

Le logiciel libre

Histoire du logiciel libre

C'est aussi dans les années 80/90 que se développe une philosophie de l'informatique autour des logiciels libres. L'essor de la technologie, des ordinateurs personnels, et du Web, entraîne l'apparition de nouveaux marchés pour le système capitaliste et, à leur suite, la mise en place de brevets et autre copyright, outils d'appropriation des entreprises sur les productions des informaticiens/ennes. Face à cela, des informaticiens/ennes créent à leur tour des logiciels « libres de droits ». Dès le début des années 1980, les constructeurs restreignent l'accès au code source des programmes, comme l'atteste la stratégie OCO, object-code only d'IBM.

Bien que leurs motivations peuvent être de natures différentes, des développeurs/ses créent des logiciels dont le code source est librement accessible par toutes et tous, et dont le développement lui-même est extrêmement collaboratif. Deux figures marquantes de cette dynamique sont Richard Stallman et Linus Torvald (deux hommes car le milieu était extrêmement masculin), qui créent les systèmes GNU/Linux. Si pour

Linus Torvald le caractère libre du logiciel est principalement un gage d'efficacité et de performance et n'a que faire, ou presque, des problèmes plus philosophiques des logiciels propriétaires, Richard Stallman participe à rendre ce mouvement politique. Il a créé notamment en 1985 la Free Software Foundation (FSF), une « organisation américaine à but non lucratif dont la mission est la promotion du logiciel libre et la défense des utilisateurs » (Wikipedia). On parle bien de défense des utilisateurs/ices, car lorsque le logiciel utilisé n'est pas libre, son code source n'est souvent pas public, et nous ne savons pas ce que fait réellement le logiciel qu'on utilise. Il est par exemple de notoriété publique que Windows, système d'exploitation majoritairement utilisé dans le monde pour les ordinateurs personnels, récupère à notre insu des informations personnelles pour les envoyer sur les serveurs de Microsoft.

Définition et politique du logiciel libre

Une définition stricte des logiciels libres de la FSF est :

1. la liberté d'exécuter le programme, pour tous les usages ;
2. la liberté d'étudier le fonctionnement du programme et de l'adapter à ses besoins ;
3. la liberté de redistribuer des copies du programme (ce qui implique la possibilité aussi bien de donner que de vendre des copies) ;
4. la liberté d'améliorer le programme et de distribuer ces améliorations au public, pour en faire profiter toute la communauté.

L'accès au code source est une condition d'exercice des libertés 1 et 3.

Cette définition est très forte, mais d'un point de vue d'utilisateur/ice, pour les libertés individuelles, l'accès au code source et la liberté d'exécuter le programme sont fondamentaux.

Les communautés autour des logiciels libres ont des fonctionnements et des organisations souvent assez sains, avec beaucoup d'horizontalité et de démocratie dans les prises de décision (même si souvent l'initiateur du développement y conserve un poids important). Les réflexions sur le monde numérique y sont importantes et peuvent devenir politiques. On pourra par exemple, en France, s'intéresser aux associations suivantes :

- April (www.april.org) dont la description « L'April est animée par une conviction : "logiciel libre, société libre". »;
- la Quadrature du Net (<https://www.laquadrature.net>) qui promeut et défend les libertés fondamentales dans l'environnement numérique. L'association lutte contre la censure et la surveillance, que celles-ci viennent des États ou des entreprises privées. Elle questionne la façon dont le numérique et la société s'influencent mutuellement. Elle œuvre pour un Internet libre, décentralisé et émancipateur

Une montée en puissance des géants du Web

La mise à disposition de services utiles

L'essor du Web fait naître des entreprises fournissant des services utiles et importants. Le modèle est souvent le même : fournir un service gratuit régulièrement payé par la pub. Par exemple, beaucoup d'entreprises proposent des emails (gmail, yahoo, outlook, etc.), service souvent difficile à mettre en place, nécessitant des ordinateurs allumés en continu (appelés dans ce type d'utilisation : serveurs). L'accès à ce type de messagerie est alors une révolution, et les entreprises ne s'y trompent pas. En parallèle se joue la course au meilleur moteur de recherche pour naviguer sur la toile : Yahoo! (1994), Lycos (1994), AltaVista (1995) et Backrub (1997), ancêtre de Google (1998)).

La naissance des plateformes centralisées

Le changement commence vraiment au début des années 2000, avec la montée du *Web 2.0*. Cette nouvelle phase est souvent célébrée comme celle de l'interaction, du contenu généré par les utilisateurs/ices et de la participation de masse. Mais derrière cette façade se cache une transformation structurelle supplémentaire : les usagers/ères ne créent plus des sites web autonomes, ils et elles publient leur contenu sur des plateformes centralisées.

YouTube (lancé en 2005), Facebook (2004), Twitter (2006), et d'autres plateformes émergent à ce moment. Elles offrent des interfaces simples et souvent gratuites, hébergent les données, et assurent la visibilité des contenus grâce à des algorithmes de référencement. En échange, elles capturent l'attention de l'utilisateur/ice et ses données personnelles (c'est ce qui est valorisé dans ce type de structures), posant les bases de l'économie de la surveillance. Ce changement est aussi permis par l'amélioration des infrastructures, avec notamment le haut débit qui permet d'échanger de grandes quantités de données, et les ordinateurs personnels - désormais en grande proportion des smartphones.

La dynamique change : plutôt que d'avoir des milliers de petits sites interconnectés, une poignée de grandes entreprises deviennent les points de passage obligés d'Internet et détiennent l'immense majorité des données circulant sur le réseau.

Des plateformes désormais incontournables

La dernière phase, à partir des années 2010, est celle de la consolidation du modèle centralisé et privé. Les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) deviennent incontournables non seulement pour les consommateurs/trices, mais aussi pour les producteurs/euses de contenu, les entreprises, et même les institutions publiques. Ils ne sont plus des services parmi d'autres : ils deviennent l'infrastructure même du Web. Amazon Web Services héberge une partie significative du Web mondial, Google est la porte d'entrée vers l'information, Facebook, Twitter et Instagram sont les

lieux où les opinions sont partagées, Apple contrôle les conditions d'accès via ses appareils et son App Store qui autorise ou non l'installation de certains logiciels.

Dans ce contexte, la centralisation n'est plus seulement technique, elle est économique, politique et culturelle. Les usager/ères n'ont plus réellement le choix de l'utilisation de ces plateformes, et en sortir est désormais très difficile.

Pour lire la suite, c'est ici : <https://www.tendanceclaire.org/article.php?id=2063>

Lucas Battin;Martin Bourrin, le 29 janvier 2026